

RAPPORT MORAL 2019

L'année cynégétique écoulée aura rassemblé, en un seul exercice, tout ce dont peut rêver un président de Fédération des chasseurs qui ne veut pas s'ennuyer : un nouveau schéma départemental de gestion cynégétique approuvé le 05 février 2019, une réforme globale de la chasse française, une crise sanitaire impliquant les sangliers...

Concernant notre nouveau schéma départemental de gestion cynégétique pour la période du 05 février 2019 au 04 février 2025, nous avons su trouver, avec l'ensemble de nos partenaires, un cadre raisonnable et acceptable en matière notamment de gestion des populations de sangliers et de sécurité à la chasse pour les chasseurs et les autres utilisateurs de la nature. Avec mes collègues du conseil d'administration, nous avons d'ailleurs décidé que 2019 serait l'année de la sécurité.

Je veux d'abord évoquer devant vous le problème du « chasse-bashing » que nous avons douloureusement vécu durant toute la saison qui vient de se terminer. Je crois que nous avons tous compris que les médias ne laisseront plus rien passer en ce qui concerne les accidents de chasse en France et en premier lieu ceux qui sont mortels. Et pourtant, 2019 reste une année où nous n'avons eu à déplorer que sept décès dans la pratique de la chasse. Ce sont sept morts de trop mais en comparaison avec les 40 à 50 morts réguliers, il n'y a pas si longtemps que cela, je peux vous dire que les chasseurs font les efforts qu'il faut ! Pour autant cela n'a pas empêché le déchaînement médiatique à charge mais nous devons certainement encore longtemps faire avec.

7 morts cette année, 20 il y a 5 ans, 30 il y a 15 ans, 40 il y a 20 ans. Ces chiffres ne s'obtiennent pas sans des années de travail et de formation auprès de nos chasseurs, sur ce point je tiens à vous féliciter. Et nous allons continuer dans cette voie. Joël WALKENÄERE vous présentera tout à l'heure nos nouvelles mesures en matière de sécurité des chasseurs et des autres utilisateurs de la nature. Nous sommes conscients que même si le risque zéro n'existe pas, nous devons nous battre de toutes nos forces pour réduire les accidents car, même si les chiffres sont très encourageants un accident mortel ou corporel est toujours un accident de trop. Et je veux faire mienne cette maxime du président de la Fédération des chasseurs du VAR : « **Aucun gibier, aucun trophée ne vaut la vie d'un homme** ».

Sur ce sujet des médias, je me dois aussi de réagir à un article paru le 16 février 2019 en page régionale de Ouest-France dont le titre frise le surréalisme « Volée de piafs inquiet pour les chevreuils attaqués ». Cet article vient reproduire les propos publiés sur Facebook d'une personne dont les positions anti-chasse sont connues de tous.

Je ne peux que regretter les dérives sensationnalistes des médias emprunts à publier toute polémique dénigrant les chasseurs et à influencer leurs représentations dans l'opinion.

Je tiens à dire ici haut et fort que les chasseurs sont respectueux des gibiers qu'ils chassent et en ce qui concerne les grands animaux comme le chevreuil, ils font appel aux conducteurs de chiens de sang pour rechercher un animal blessé. Je remercie

d'ailleurs Didier THIOT, délégué départemental UNUCR, qui nous en parlera tout à l'heure.

Je veux maintenant vous parler de la réforme nationale de la chasse. Cette réforme, il faut le dire, on la doit à un homme qui veut faire revivre notre chasse, la remettre dans le droit chemin de la modernité, lui donner les moyens de ses actions en faveur de la biodiversité et la structurer pour la rendre plus forte. Cette ambition est celle du président de la Fédération Nationale des Chasseurs, Willy SCHRAEN.

Soyons francs, il faut être conscient que notre réforme ne fait pas plaisir à tout le monde. Confier de nouvelles responsabilités à une maison comme la nôtre, avec les finances associées, oser prôner le développement de la chasse et modifier les règles de gestion des dégâts de gibier sont quelques-unes des sources de blocage de l'administration.

N'en déplaise à certains, le Président de la République Emmanuel Macron a fait plus pour la chasse française qu'aucun de ses prédécesseurs. Merci, et il faut savoir le dire clairement, merci au Président d'avoir accepté et soutenu notre réforme de la chasse française mais aussi d'assurer le maintien durable de nos activités.

Il y a un an, j'ai voté avec 92 % des présidents de Fédération des chasseurs pour un projet global. Ce projet a depuis pris forme et se décline un peu plus chaque jour dans le droit français. Personne ne peut savoir aujourd'hui combien d'entre nous prendront le **permis national à 200 €** mais ce qui est déjà sûr, c'est que ce chiffre ne sera pas à discrétion. Oui, à 200 €, nombreux sont ceux qui pourront réaliser le rêve de chasser un peu plus loin, un peu plus longtemps, souvent dans la famille ou avec les amis.

Il y a de plus dans cette réforme l'instauration de **l'éco contribution** des chasseurs pour renforcer les actions en faveur de la biodiversité. Chaque chasseur contribuera ainsi à hauteur de 5 € lors de sa validation à la protection de l'environnement et à l'amélioration de la biodiversité. Notre slogan des années 1990 « La chasse, l'écologie qui agit » trouve enfin une reconnaissance et va pouvoir encore plus s'exprimer.

Sur le sujet délicat des **dégâts de gibier**, **il ne faut plus que seuls les chasseurs payent** une facture qui dans bien des cas ne devrait même plus nous incomber en particulier sur les territoires non chassés. Va-t-on enfin avoir un paiement généralisé de tous les territoires chassables dès lors qu'il y a des dégâts ? Nous voulons que l'Etat, les communes et bien sûr tous les nouveaux objecteurs de conscience cynégétique reçoivent le même traitement financier que le nôtre. Les chasseurs ne sont pas et ne doivent plus être des vaches à lait !

Le sanglier n'est pas un problème en soi, le problème c'est quand les dégâts ne sont plus maîtrisés. Alors, chacun devra se donner les moyens à travers la cotisation « grand gibier », les bracelets ou la contribution territoriale de respecter ou de retrouver un équilibre avec nos partenaires, comme avec l'Etat.

Il est évident que nous devons faire des efforts, et pas des moindres, avec **la peste porcine africaine** qui frappe à notre porte du côté de la Belgique. Je voudrais dire tout mon soutien et tous mes remerciements aux chasseurs et aux fédérations des Ardennes, de la Meuse et de la Meurthe-et-Moselle qui ont su aborder ce sujet dès le début par le bon sens, à un moment où l'Etat semblait incapable de prendre la moindre

décision politique. Bravo messieurs les chasseurs car c'est vous qui avez permis que cette maladie ne soit pas sur notre sol. Il aura fallu ensuite l'arrivée d'un Ministre de qualité en la personne de Didier Guillaume pour que les choses bougent enfin. Nous sommes solidaires de toutes les actions qui peuvent permettre au monde de l'élevage porcin de ne pas connaître un séisme économique.

Rien n'est gagné ou perdu sur ce sujet et la maladie peut à chaque instant franchir notre frontière par la main de l'homme mais nous serons prêts à répondre collectivement à cette grande menace pour le sanglier qui n'est d'ailleurs qu'une victime dans cette affaire.

Pour gérer les populations de sangliers, il nous faut pouvoir disposer de tous les moyens que nous demandons, en responsabilisant financièrement les territoires à problèmes et surtout ceux que nous ne chassons pas. La bonne méthode est de faire un peu plus confiance aux chasseurs en leur donnant accès aux territoires sans se cacher derrière l'ouverture des milieux au grand public mais en organisant la cohabitation des usages dans le temps et dans l'espace.

Je ne peux cette année pas aborder les actions répétées des **groupuscules d'anti-chasse** qui veulent l'abolition de la vénerie. Depuis deux saisons, certaines de nos chasses à courre sont entravées par la violence de personnes issues des mouvances de l'extrême gauche, largement soutenues par certains partis politiques comme La France Insoumise. Là encore, la loi n'est pas à la hauteur de la défense d'une pratique légale. Même si le Nord de Paris s'est enflammé le premier, que dire de ce que nous vivons en forêt de Paimpont ou nos amis Tarnais en forêt de Gresine, où se retrouvent tous les No-Border de Notre-Dame-des-Landes et du barrage de Sivens, pour jouer à un nouveau jeu d'extrémistes de plein air. Nous savons très bien que ce n'est pas l'interdiction de la chasse à courre qui est leur cible mais l'interdiction de la chasse tout court.

Dans la même logique extrémiste, ces groupuscules s'en prennent aux bouchers et aux poissonniers au nom d'une pseudo idéologie végétarienne. Demain, ils s'en prendront à tous ceux qui ont des animaux domestiques, car c'est pour eux une hérésie de détenir un animal, même un chat ou un chien.

La fusion de l'ONCFS et de l'Agence française de la biodiversité (AFB) est également un des points centraux de la réforme globale de la chasse française. Le passage de la loi à l'Assemblée Nationale n'est pas parfait, mais nous attendons des sénateurs et ensuite de la commission mixte paritaire qu'ils préservent mieux les intérêts des usagers. L'**Office français de la biodiversité** (OFB) va voir le jour en janvier 2020. Il devra être au service des ruraux et non au service d'une technocratie déconnectée du terrain. Ce n'est pas gagné !

Dans quelques semaines, la réforme de la chasse entrera en fonctionnement. Et même si celle-ci va encore nous donner du fil à retordre, il nous faut poursuivre notre reconquête. A ce titre, nous avons le devoir de prendre à bras le corps le dossier de la baisse des effectifs. Ce n'est pas une fatalité à condition que cela devienne le centre de nos préoccupations quotidiennes. La communication et le recrutement de nouveaux chasseurs doivent être les axes majeurs de travail pour les années à venir.

Votre Fédération a déjà commencé ce travail en 2016 en lançant l'opération du **permis de chasser à 0 €**. Cette opération est un véritable succès et nous venons de récompenser notre 1000^{ème} nouveau chasseur, Julien GICQUEL, à qui je demande de bien vouloir se lever. Je souhaite que nous l'applaudissions tous. (...). Merci Julien. Il est l'avenir de la chasse. Ces jeunes sont l'avenir de notre activité et ils sont pour la société de demain les ressources humaines indispensables à la seule gestion réaliste de la faune sauvage.

Demain il faut avoir l'ambition d'être plus nombreux qu'aujourd'hui en nous adaptant aux nouvelles exigences de passionnés de nature issus du monde urbain. Nous devons aussi mieux expliquer notre passion nature et notre attachement à nos terroirs pour changer la perception des chasseurs par le grand public.

Notre force est dans notre vision d'une **écologie progressiste** qui n'est pas en contradiction avec le respect des traditions. Comme beaucoup de ruraux, nous ne supportons plus l'écologie punitive, doctrinaire et idéologique. Celle qui, au nom de la fin du monde, bafoue les droits les plus élémentaires des ruraux qui considèrent toujours la chasse comme un mode de vie.

Notre ADN, c'est vivre la nature au milieu d'elle-même mais pas d'une façon contemplative. C'est vivre avec les héritages de nos transmissions génétiques où la mort et la vie se côtoient à chaque instant, se mêlant inlassablement, comme l'histoire de l'humanité et celle du monde animal nous l'ont si bien appris. C'est vivre sans avoir besoin de se sentir coupable d'être ce que nous sommes. C'est vivre comme un être humain, qui, par la volonté de dominer le règne animal, nous a fait un jour descendre des arbres pour courir après les autres pour tout simplement les manger, mais aussi parfois simplement pour les apprivoiser. Être rural aujourd'hui, c'est comprendre et assimiler tous ces fondamentaux essentiels à l'espèce humaine qui font qu'une grive musicienne, aussi belle soit-elle, ne sera jamais l'égal de l'homme !

C'est aussi être porteur de notre histoire en tant qu'espèce dominante, qui a chèrement acquis ce statut par la volonté inébranlable de développer sa matière grise en voulant dominer la faune et la flore, par la chasse, la pêche, l'élevage et l'agriculture. Ces 4 mots que je viens de citer, ne sont-ils pas aujourd'hui les 4 espèces que certains souhaitent voir disparaître ?

La nouvelle société bien-pensante a donc à ce point peur de ses origines pour vouloir en effacer toutes les traces et tous les héritages ? Je demande à l'Etat de ne pas céder à ces nouvelles trompettes de l'intolérance. Nous nous sommes rassemblés le 30 mars dernier en forêt de Paimpont pour le dire. Nous le referons en mettant des gilets jaunes ou oranges s'il le faut, car trop, c'est trop !

Je tiens sur ce sujet d'exaspération des ruraux à insister et faire savoir que nous ne pouvons plus admettre cette vision punitive et « expropriative » de la nature qui est entre les mains de minorités intolérantes et d'une administration pro-écologie.

Aussi, nous nous battons pour que **le blaireau** puisse être déterré pendant le mois de mai car nous n'entendons que des arguments de sensiblerie. Si nous devons les écouter, demain nous ne chasserions même plus le sanglier car il y a des laies gestantes ou allaitantes toute l'année !

Nous nous battons encore pour garder nos territoires de chasse car la chasse ne dérange pas les oiseaux pas plus que les tondeuses que certains, toujours les mêmes, voudraient interdire dans un rayon de 300 mètres de certaines réserves naturelles. Tout cela devient absurde car sans aucun fondement scientifique mais porté par les déclamations d'une minorité de soi-disant écologistes. Il est temps que les élus reprennent les rênes sur bon nombre de sujets ou bien ce seront les gilets jaunes qui verront demain grossir leurs rangs. Oui, **la rive gauche de la rivière de NOYALO ou la Petite Mer de GAVRES** continueront d'être chassées avec une gestion moderne et adaptative des espèces. Oui, l'homme et ses usages ont tous leurs places dans les milieux naturels.

Mes amis, vous qui représentez la chasse morbihannaise dans tous ses modes de chasse, je voudrais vous remercier d'avoir répondu aussi nombreux à l'appel de votre Fédération. Je tiens à vous dire que la chasse morbihannaise a besoin de vous et qu'elle a encore de beaux jours devant elle. Les valeurs rurales que nous défendons sont des atouts incroyables qui s'inscrivent à la fois dans la modernité et dans le respect de nos traditions.

Oui, je crois en notre reconquête, mais je crois surtout en la somme de toutes nos intelligences et de toutes nos compétences.

Nous avons une carte extraordinaire à jouer dans l'avenir de l'écologie à travers la chasse et ses territoires ruraux, mais nous ne pourrons rien faire si nous ne sommes pas unis.

Vive la chasse et vive la ruralité !

Le Président,
Maurice JOUBAUD